

BANDELETTES D'AUTO-SURVEILLANCE GLYCÉMIQUE

Le ministère de la Santé rassure sur la disponibilité d'un stock suffisant

Que les malades atteints du diabète se rassurent. Le ministère de la Santé dément l'existence d'une pénurie en bandelettes pour l'auto-surveillance glycémique. Il y aurait 1,3 million de boîtes de bandelettes de 50 unités en stock, rassure le département de Abdelmalek Boudiaf. Le marché des bandelettes est estimé à 13 millions de boîtes par an.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Le ministère de la Santé réagit et répond à la rumeur quant à une éventuelle pénurie de bandelettes pour l'auto-surveillance glycémique. Des voix se sont soulevées la semaine dernière pour dénoncer le blocage du programme d'importation des bandelettes d'auto-surveillance glycémique alors que le stock existant ne dépasserait pas un

mois. Le département de Boudiaf rassure les malades atteints du diabète. Selon ce département, il existe 1,3 million de boîtes de bandelettes de 50 unités en stock. Un stock suffisant, estime-t-on, pour approvisionner les établissements hospitaliers et les pharmacies d'officine. Hamou Hafid, directeur de la pharmacie et des équipements médicaux au ministère de la Santé, cité par

l'APS, a démenti, jeudi, l'existence d'une quelconque pénurie en ce produit. En plus du stock existant, il a souligné que le ministère de la Santé a autorisé certains privés à produire les bandelettes de glycémie localement pour réduire l'importation.

Le ministère, ajoute-t-il, a déjà reçu les programmes d'importation du deuxième semestre 2016, ce qui garantirait la disponibilité des médicaments du marché national.

Le syndicat national des pharmacies d'officine, Messaoud Belambri, rassure également de la disponibilité du produit dans toutes les pharmacies. Le sujet des bandelettes a fait polémique tout au long de l'été 2015.

Pour limiter le gaspillage de ce produit dont la consommation nationale est

estimée à plus de 13 millions de boîtes par an, la Caisse de sécurité sociale a décidé de limiter son utilisation pour les malades atteints du diabète de type 2.

Traités par voie orale, ces patients, estime-t-on, n'ont besoin que d'une boîte de bandelettes de 50 unités d'auto-surveillance de la glycémie par trimestre au lieu d'une boîte de 50 par mois.

Les associations de malades se sont soulevées pour dénoncer cette décision faisant ainsi reculer la Cnas sur sa décision. Ce n'est que près d'un mois plus tard que la Caisse de sécurité sociale annonce le maintien de sa décision. Ils étaient 1,6 million de personnes adultes à souffrir du diabète en 2014 soit 6,5% de la population, selon les chiffres officiels de la Fédération inter-

nationale du diabète. 14 000 décès liés au diabète ont été recensés pendant la même année. Selon les prévisions, en 2035, l'Algérie va compter une moyenne de 2,9 millions de personnes diabétiques, soit 8,4% de la population. Aujourd'hui, toujours selon la même source, 1 personne adulte sur 2 serait atteinte du diabète de type 2 et l'ignore et risque de développer des complications micro et macro-vasculaires. 40% des personnes atteintes sont traitées par insuline.

Mais selon les études, l'utilisation de l'insuline n'est pas utilisée d'une manière aussi efficace qu'elle devrait l'être. D'où l'appel à la multiplication des séances d'éducation thérapeutique au profit de ces malades.

S. A.

LA CIMENTERIE D'AÏN-EL-KÉBIRA EN BOURSE

Les détails de l'opération dévoilés

L'opération s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la résolution du Conseil des participations de l'Etat (CPE), adoptée le 21 janvier 2014, relative à l'introduction en Bourse de 8 entreprises publiques économiques.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - La société des ciments d'Aïn-El-Kébira (SCAEK), qui a obtenu récemment le feu vert de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse

(Cosob) pour son entrée en Bourse, par augmentation de capital de 35% par appel public à l'épargne, vise, à travers cette opération, la levée de fonds lui permettant de financer notamment la réalisation de sa nouvelle ligne de production d'une capacité de 2 millions de tonnes de ciment supplémentaires en vue de répondre à la forte demande sur ce matériau stratégique.

Dans un communiqué parvenu à la rédaction, la SCAEK a indiqué que la souscription pour cette augmentation du capital social actuel de 2,2 milliards de DA, prévue au courant du mois d'avril 2016, se fera à travers l'émission de 11,846 millions d'actions nouvelles d'un prix de 1 600 DA/action

avec un montant global de l'émission de 18 953 600 000 DA. L'émission des actions (11,846 millions) est répartie à hauteur de 37% pour les investisseurs institutionnels (4.383.020 actions), 37% pour les personnes physiques (4.383.020 actions), 25% pour les personnes morales (2.961.500 actions) et 1% pour le personnel de l'entreprise (118.460 actions). «La notice d'information de la Cosob et le prospectus pour cette opération seront mis à la disposition des investisseurs au siège social de l'émetteur (SCAEK), situé dans la wilaya de Sétif, et auprès des intermédiaires financiers chargés du placement», souligne la SCAEK. Selon la même source, l'optimisation des coûts de production et la diversifi-

cation de sa gamme de produits figurent également parmi les objectifs principaux de cette entreprise, filiale du Groupe industriel des ciments d'Algérie (Gica).

De même, l'introduction en Bourse de la SCAEK a «pour but l'ouverture d'un nouveau canal de financement, la mobilisation de ses collaborateurs ainsi que le renforcement de sa notoriété».

Il convient de rappeler que la cimenterie de Aïn-El-Kébira a réalisé un chiffre d'affaires de près de 8,5 milliards de DA en 2015 et a produit 1,320 million de tonnes de ciment pour une capacité nominale installée de 1 million de tonnes (+32%).

Y. D.

BILAN FINANCIER DES ASSURANCES DE 2015

La branche automobile a garanti 92% du chiffre d'affaires des assurances dommages

En dépit de la baisse notable des importations de véhicules, les assurances dommages de la branche automobile ont couvert 92% du CA du secteur des assurances, soit 118,1 milliards de dinars en 2015. Une hausse globale de la souscription aux différents services et une montée des indemnisations ont été parallèlement enregistrées.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - C'est la croissance de la demande des prestations assurances en 2015 qui explique la poussée des résultats financiers du secteur pour la même année, mais pas que. Selon le bilan, communiqué par le Conseil national des assurances (CNA), le chiffre d'affaires engrangé en 2015 est de 130,82 milliards de dinars, contre 128,03 milliards de dinars en 2014.

A noter que les indemnisations versées aux assurés se sont chiffrées à près de 60 milliards de dinars seulement.

Par ailleurs, la branche de l'automobile a considérablement soutenu cette légère augmentation. Ceci en générant l'essentiel des primes par la réalisation de 92% du CA, soit plus de 118 milliards de dinars, avec une hausse annuelle de 0,2%. Malgré la chute des importations de véhicules pour la même année, le CA de la branche automobile a augmenté de 1,3% en totalisant un montant de police d'assurance de 66,2 mds DA, soit 56% de la production des assurances dommages. Le domaine des transports (4,9% de parts de marché) a connu une année mitigée avec un recul de 15% : croissance des garanties «transport terrestre» (+3,3%), celles des «transports ferroviaires» (+2%) contre la chute fulgurante de celles liées aux «transport maritime» (-19.1%) et «transport aérien» (-16%). D'autres régressions ont été enregistrées : l'assurance contre les effets des catastrophes naturelles Cat-Nat (-3,8%) et les risques de construction (-12,1%), incendies et risques divers (IRD), 34,8% de parts de marché, a réalisé un chiffre d'affaires de 41,1 mds DA (-0,5%).

Le secteur de l'agriculture a été largement productif pour l'année 2015 puisque la branche des risques agricoles a grimpé de 11.4%. De même pour ses sous-sections : «production végétale» (+11,2%),

«production animale» (+24,5%) et des «multirisques engins et matériel agricole» (+7,1%).

Par ailleurs, la branche «crédit» a constaté une tendance à la hausse (17,3%) grâce à trois prestations clés : «crédit à l'exportation» (+35,3%), «insolvabilité générale» (+34,4%) et «crédit immobilier» (+4,8%). Il n'en est pas moins pour les assurances de personnes dont la croissance a également été de deux chiffres (23%). En effet, la garantie «accidents» figure en tête de liste (+49%) puis s'en est suivie celle de «vie-décès» (+31,7%), «assistance» (+15,8%) puis «prévoyance collective» (+11,4%). Cependant, l'assurance «maladie» a dégringolé de plus de 36%.

Pour ce qui est de l'activité des réassurances,

elle a réalisé un CA de 25,3 mds DA en 2015 contre 22,3 mds de DA en 2014 (+13,6%).

Les indemnisations ont eu leur part de croissance

Les indemnisations globales versées aux assurés concernant le règlement des sinistres ont effleuré le seuil des 60 mds DA (59,24 mds DA en 2015) contre 56,21 mds DA en 2014 (+5,4%). Cette prestation demeure, effectivement, largement dominée par les assurances dommages avec des indemnisations allant jusqu'à 56,9 mds de DA en 2015 (+3,9% par rapport à 2014). D'autant plus que le montant des sinistres réglés par les sociétés d'assurances de personnes n'a pas dépassé les 2,34 mds DA, même

s'il a généré une hausse de 60,5% par rapport à 2014. Par ailleurs, le stock des sinistres impayés s'élève à 68,83 mds DA à fin 2015, dont 66,13 mds DA pour les assurances dommages et 2,7 mds DA pour les assurances de personnes (+8,4%).

A rappeler que le marché algérien des assurances compte, aujourd'hui, près de 24 compagnies : Huit assureurs de personnes, quatre assureurs publics non spécialisés, deux assureurs publics spécialisés, un réassureur public, deux mutuelles et sept assureurs à capitaux privés. Précisant que la Compagnie algérienne d'assurance et de réassurance (CAAR) est en phase d'audit et d'évaluation «avancée» pour son entrée «prochaine» en bourse.

N. B.

CONFÉRENCE NATIONALE DE L'UGCAA

Absence remarquée du ministre des Finances

L'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) a organisé, jeudi, une grande conférence nationale à laquelle ont participé des représentants syndicaux venus de plusieurs régions du pays. La rencontre a eu notamment pour but de porter les revendications des commerçants et artisans algériens quant à l'obtention de l'échelonnement de leurs obligations fiscales.

Rafik Aïouaz - Alger - (Le Soir) -

Présidée par le secrétaire général de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), Salah Souilah, la conférence intitulée «Conférence nationale autour de l'économie, le commerce intérieur, l'impôt et l'assurance sociale», a drainé bon nombre d'acteurs du commerce et de l'artisanat algériens. Dans une salle quasi-comble, Salah Souilah n'a pas omis, dès les premiers instants de son allocution, de signifier l'approbation de la nouvelle Constitution du gouvernement par l'UGCAA, une Constitution qui, selon lui, «pose les bases d'une politique sociale juste et une économie tournée vers l'avenir».

Salah Souilah a également précisé que la tenue d'un tel événement n'était pas étrangère à la conjoncture écono-

mique actuelle qui a engendré la crise que traverse le pays. Le secrétaire général de l'UGCAA a appelé les commerçants et artisans algériens à l'union sacrée avec le gouvernement afin de pouvoir mener à bien le retour vers une économie stable et mettre fin à la politique d'austérité imposée au peuple algérien. En présence notamment du ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, du ministre du Travail et d'un représentant du ministère des Finances, le secrétaire général de l'UGCAA a fait part de sa déception quant à l'absence de Abderrahmane Benkhalfa, le ministre des Finances, grand absent de la rencontre, pour lui transmettre directement les doléances du syndicat. Justement, parmi les revendications de l'UGCAA lors de cette rencontre,

l'effacement des dettes des commerçants et artisans contractées lors de la décennie noire. En négociation depuis plusieurs semaines avec le ministère des Finances à propos du cumul des impôts, Salah Souilah a fait part de la demande du syndicat d'échelonner leurs paiements. «Les impôts n'ont pas baissé durant les vingt dernières années. Je souhaite que ce soit le Premier ministre qui prenne l'initiative d'effacer les dettes accumulées», a confié Salah Souilah.

«Lors des négociations avec le ministère des Finances, nous réfléchissons à améliorer toutes les lois qui concernent les commerçants et artisans et à les adapter à ce qu'exige la Caisse d'assurance sociale (Casnos, Ndlr)», a-t-il conclu.

La stabilité pour relever le défi économique

Le ministre de l'Intérieur, autre orateur de la conférence, a également mis en exergue la nécessité de transférer le flux des échanges commerciaux de l'informel vers l'économie formelle. Pour Nouredine Bedoui, il

s'agit là d'un puissant levier pour contrer les effets de la crise actuelle. Autre nécessité soulevée par le ministre, la sécurité et la stabilité du pays pour pouvoir «relever les défis économiques futurs». Au moment où la Libye connaît de graves troubles qui s'apparentent à une guerre civile, l'Algérie doit faire preuve d'une grande vigilance au niveau sécuritaire.

Les événements récents de Ben Guerane en Tunisie, où plus d'une quarantaine de terroristes ont été abattus, font planer la menace d'une extension du conflit libyen sur le reste de l'espace maghrébin. «Il y a entre les services de sécurité algériens et tunisiens une coordination et un échange d'informations pour la sécurité de nos deux nations. La préservation de la sécurité et de la stabilité n'est pas du seul ressort de l'armée et des institutions sécuritaires. Cet acquis doit représenter une priorité pour chaque citoyen afin de pouvoir relever les défis futurs dans les différents domaines», a estimé le ministre de l'Intérieur.

R. A.